

la lune et les autres corps célestes). Un groupe d'étude de l'Assemblée générale s'est réuni en septembre pour étudier les détails administratifs et financiers relatifs à une Conférence internationale sur l'espace extra-atmosphérique. Les rapports du sous-comité et du groupe d'étude de l'Assemblée générale seront ensuite étudiés par la Commission plénière en septembre. Les États-Unis et l'Union soviétique ont proposé l'addition de deux nouveaux points à l'ordre du jour concernant les traités de l'espace extra-atmosphérique. Ils feront sans doute l'objet d'examen lors de l'étude du rapport présenté par le Comité de l'espace extra-atmosphérique.

Question coréenne

La Première Commission étudie chaque année le rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (CNUUEC). Cette année, le bloc soviétique a proposé officiellement la dissolution de la Commission et le retrait de la Corée du Sud de toutes les forces appartenant aux États-Unis et aux autres puissances étrangères.

Autres questions

La Première Commission étudiera également une proposition du bloc soviétique portant que soient éliminées les bases militaires des pays étrangers en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Commission politique spéciale

La Commission politique spéciale qui partage avec la Première Commission les tâches relatives aux questions politiques et de sécurité s'occupe de la question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'« apartheid », et de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine. La question du maintien de la paix est d'ordinaire du ressort de la présente Commission.

Apartheid

Tous les membres de l'Assemblée, à peu d'exceptions près, déplorent et condamnent la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud. On note cependant beaucoup de divergences de vues concernant les meilleurs moyens d'exercer les pressions qui motiveraient un changement de politique de la part de l'Afrique du Sud. Nombreux sont les pays membres de l'Afrique et de l'Asie qui voudraient qu'on impose des sanctions économiques et autres à l'Afrique du Sud, qu'on aille même jusqu'à exclure ce pays de la famille des Nations Unies, s'il s'obstine davantage à ne pas faire cas des résolutions qui prient de mettre fin à sa politique discriminatoire. La décision rendue récemment par la Cour de Justice internationale au sujet du Sud-Ouest africain contribuera sans doute à accentuer cette pression au cours de la tenue de la vingt et unième session. D'autres états membres, y compris le Canada, ont